SUD Culture Solidaires : notre culture, c’est la lutte !

SUD Culture Solidaires défend un syndicalisme qui ne laisse personne de côté, un syndicalisme de transformation sociale dont le but est de mettre fin à l’exploitation capitaliste pour construire une société égalitaire et juste, où chacun·e à sa place. C’est pourquoi nous nous battons tous les jours dans nos établissements contre le sexisme et les violences de genre, contre l’handiphobie, contre le racisme, et contre toutes les discriminations. Nous savons par expérience que c’est en nous organisant collectivement que nous pourrons faire advenir une société anticapitaliste, écologiste, féministe, autogestionnaire, inclusive et antiraciste. Et sur nos lieux de travail, c’est aussi collectivement que nous pouvons résister et faire face à toutes les attaques portées par nos employeurs sur nos conditions de travail, et gagner sur toutes nos revendications. Notre solidarité nous rend fort·es !

Ecologie : imposons le changement !

Alors que les canicules s’enchaînent depuis le printemps, une transformation radicale de l’organisation de nos sociétés s’impose à nous. Le changement climatique est déjà là, et nous devons y faire face, s’adapter et l’enrayer, car nous refusons de continuer sur cette voie mortifère. La question de l’écologie est politique et collective, elle n’est pas liée à de « petits pas » individuels. Nous devons collectivement sur nos lieux de travail et de vie, lutter contre les multinationales responsables des désastres en cours (crise

climatique, pollutions, déclin de la biodiversité, etc.).

Nous revendiquons

- La gratuité des transports collectifs ou le remboursement total des abonnements de transports et une augmentation du forfait mobilité durable accompagnée d'aides à la réparation et à l'entretien de son vélo,
- Un grand plan de rénovation thermique des bâtiments publics, et une révision des contraintes bâtimentaires patrimoniales si nécessaire face à la crise climatique,
- La mise en place d'un seuil de température maximale en rapport avec nos conditions de travail,
- La création de «congés canicule», pour que chacun·e puisse se protéger des évènements climatiques violents,
- La création de charte écologique et sociale pour encadrer tous les marchés de la fonction publique,
- La fin des partenariats publics / privés avec, et du mécénat par, des entreprises écocidaires.
- Le passage aux logiciels libres et à une politique de reconditionnement et de recyclage des outils informatiques, pour assurer leur pérennité.

La question des bâtiments est un enjeu majeur dans l'adaptation aux changements climatiques. Par exemple, l'isolation thermique est primordiale pour les conditions de travail des personnels, l'accueil du public, remplir les missions de conservation et participer à la réduction de consommation liée au chauffage ou à la climatisation. Un grand plan d'isolation thermique des bâtiments culturels publics doit donc être mis en œuvre rapidement, et tous les nouveaux bâtiments, s'ils sont nécessaires, doivent être pensés en ce sens. En cas d'événements climatiques extrêmes, si nos bâtiments culturels publics sont correctement équipés et/ou rénovés pour y faire face, ils doivent pouvoir être mis à disposition pour accueillir la population et créer ainsi des

îlots de fraicheur accessibles à toustes.

Par ailleurs, SUD Culture Solidaires revendique que les normes INRS (Institut national de recherche et de sécurité) sur les optima climatiques en lien avec les tâches à effectuer au travail soient inscrits dans le Code du Travail et s'adaptent à l'évolution du climat pour protéger les travailleureuses.

Face au dérèglement climatique, il est nécessaire que les risques qui en découlent soient inscrits dans le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) et intégrés dans les plans d'actions des établissements.

Pour réduire l'impact de nos productions culturelles, il est nécessaire que la conception et la réalisation des décors, des supports d'expositions intègrent des matériaux recyclables dont la fabrication est respectueuse de l'environnement. Il faut aussi pouvoir les réutiliser, afin de réduire les déchets, les coûts de production et préserver ainsi les ressources. Une filière de recyclage locale doit être garantie pour tous les déchets inévitables.

Le développement de l'Intelligence artificielle doit aussi être envisagé comme un problème collectif, afin d'éviter une fuite en avant technologique toujours plus dangereuse pour l'environnement, et une dépossession des travailleureuses de leurs outils de travail. Il est indispensable aujourd'hui de regarder en face ses conséquences écologiques, et de les intégrer dans les bilans carbone réalisés par les établissements publics.

Actuellement, les choix technologiques s'imposent de force aux salarié·es, or nous devrions avoir notre mot à dire. Leurs effets sociaux et écologiques doivent être débattus. Au niveau informatique, nous pouvons limiter les dégâts en s'attaquant à l'obsolescence programmée, en développant l'usage du logiciel libre, adaptable aux besoins et respectueux de notre vie privée. Il faut également aller vers des politiques de

reconditionnement en vue de réutilisations des parcs informatiques. Ces nouveaux choix techniques et technologiques doivent être corrélés avec la formation continue des travailleureuses auxquel·les on impose une grande adaptabilité.

Nos établissements sont bien trop souvent l'occasion pour des multinationales écocidaires de redorer leur blason par le biais du mécénat. **Nous revendiquons un service public de la culture fort, libre de ses choix et sans financements privés** !

Pour une culture féministe !

La culture a un genre, et malgré la féminisation grandissante de nos métiers, celui-ci reste toujours masculin. Que ce soit les musées, qui continuent d'exposer en grande majorité des œuvres d'hommes ; la création artistique où l'écart de subventionnement reste conséquent entre femmes et hommes ; ou bien encore les écarts de salaires dans la fonction publique, encore défavorables aux femmes malgré les plans égalités successifs et autres coups de com' du ministère et des établissements. Notre secteur est aussi le terrain de jeu malsain de nombreux agresseurs, qui agissent en toute impunité. SUD Culture Solidaires se bat pour une culture féministe, intransigeante envers les agresseurs, émancipatrice et inclusive pour toustes.

Nous revendiquons

- Un plan contre les violences, le harcèlement et les discriminations liés au genre et à la sexualité, qui inclut aussi les violences conjugales, au niveau ministériel et décliné dans chacun des établissements du ministère, avec des moyens concrets, un budget et des personnels : pour former, suivre les évolutions, détecter les situations dangereuses, déclencher et suivre les enquêtes, il faut du personnel dédié et

compétent,

- Des études et analyses genrées des inégalités de salaires, pour agir directement là où elles sont présentes, pour en identifier les mécanismes et les mettre en échec,
- Des stratégies de promotion et de déroulement de carrière prenant en compte les inégalités subies, pour mettre fin à la stagnation des carrières des femmes,
- La fin des temps partiels imposés pour toustes, car ils visent particulièrement les femmes et les mères célibataires, renforçant leur précarité,
- L'intégration des enjeux de santé hormonale dans la prévention des risques par nos employeurs,
- La création de jours d'ASA (autorisation spéciale d'absence) spécifiques à la santé hormonale, la reproduction, la contraception et l'interruption de grossesse, sans justificatif médical, ni délai, par simple information à la hiérarchie.

La parole se libère dans tous les milieux culturels et de nombreux scandales révèlent que la culture est, tout autant que le reste de la société, au prise avec les violences et le harcèlement sexistes et sexuels. Dans nos lieux de travail, aussi bien dans les espaces professionnels que dans les espaces publics, nous devons déployer tous les outils nécessaires pour prévenir ces situations, soutenir les victimes, et venir à bout de ce fléau encore trop souvent considéré à la légère.

Notre syndicat, défend l'auto-émancipation, en permettant aux personnes concernées de s'organiser, par exemple dans des réunions en non-mixité ; en accompagnant leurs revendications ; et en intervenant auprès de nos directions et du ministère pour faire cesser les ambiances et violences sexistes, former l'ensemble des personnels sur ces sujets et développer des canaux de signalement faciles d'accès.

Nous défendons également la prise en compte des spécificités liées aux genres dans les prérogatives de protection de la santé au travail par nos employeurs. La santé hormonale doit être intégrée dans les DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels), pour mieux adapter les postes et les conditions de travail, au même titre que les troubles musculo-squelettiques. Les conséquences sont importantes, à la fois pour notre santé mais aussi tant elles se répercutent sur nos carrières.

Aujourd'hui, au ministère de la culture, les négociations visant à établir un plan d'égalité professionnelle ont été brutalement stoppées par la ministre, malgré la nécessité d'agir, tant sur les violences subies et les nouveaux droits à créer que sur les questions de salaires et de déroulé de carrière.

Toujours antifasciste !

La montée de l'extrême droite n'épargne ni la fonction publique, ni la culture. Plus que jamais, il est nécessaire aujourd'hui de s'organiser contre elle, de lui reprendre le terrain qu'elle occupe, et de l'empêcher de s'imposer sur nos lieux de travail et dans nos vies.

Les valeurs de l'extrême droite ne sont pas les nôtres, et nous le répéterons tant qu'il le faudra. Au sein de nos lieux de travail, il est indispensable de s'organiser pour empêcher son infiltration. Notre syndicat refuse une culture unique et monolithique, réduite au patrimoine et à un roman national idéalisé.

Partout, l'étau de l'extrême droite se resserre : sa mainmise sur l'édition, sa présence permanente sur la scène médiatique et au sein même des écoles de journalisme, son appropriation des canaux culturels, etc. Des milliardaires s'emparent de tous les moyens à leur disposition pour défendre leur projet de société nauséabond, que ce soit Vincent Bolloré en

s’accaparant tout un pan du paysage éditorial, médiatique et du spectacle, ou bien encore Pierre-Edouard Stérin et ses soirées du « canon français » ou ses « Nuits du bien commun ». Les idées d’extrême droite s’insinuent dans les discours politiques, proposant des « solutions » clés en main et faciles car pointant du doigt des boucs émissaires, et détournant notre attention des inégalités grandissantes, de l’écocide en cours, et des ravages commis par le capitalisme.

L’extrême droite est un danger pour nos services publics dans leur ensemble. Pour le secteur de la culture, son arrivée au pouvoir signifierait une reprise en main de nos programmations culturelles, une mise au pas de nos outils de médiation, et la perte d’autonomie de nos établissements (par exemple le Mont Saint-Michel). Il signifierait aussi une réduction drastique voir le retrait de subvention et un fléchage de celles-ci aux cultures d’extrême droite, à l’image de ce qui s’est passé dans de nombreuses municipalités. Son arrivée au pouvoir entrainerait aussi une remise en cause de nos droits, qu’il s’agisse du droit de grève, des droits syndicaux ou de notre liberté d’expression. Pour les usager·es, c’est le risque de voir reculer l’accès à la culture. Comme elle ne cesse de le répéter sur les plateaux, l’extrême droite souhaite une culture et une fonction publique au pas, muselées, un patrimoine figé, et des agent·es obéissant·es.

Nous nous opposons fermement à ce projet de société autoritaire, xénophobe, raciste, sexiste, homophobe et transphobe. Notre projet de société est émancipateur, là où le leur est fondé sur la peur des autres, le repli sur soi et la conservation du pouvoir dans un nombre de mains toujours plus réduit. Nous nous battons pour la justice sociale, pour l’écologie, pour une société égalitaire et autogestionnaire !

SudCulture-FP-Notre-Culture-LutteTélécharger